

Transcrire l'oralité politique dans l'Italie communale (XII^e-début du XV^e siècle)

Résumé

La prise de parole en assemblée caractérise la vie politique et institutionnelle de l'Italie communale. Pour autant, notamment en raison du manque de discours conservés, les travaux consacrés à la transcription de l'oralité politique et à la diversité de ses expressions (au-delà de l'assemblée) sont encore rares. Cette journée d'étude, qui se tiendra à Rome le 28 avril 2022, est envisagée comme un atelier d'échange permettant la mise en commun de travaux réalisés ou en cours sur cette thématique. Elle a pour but d'engager des chercheurs et chercheuses aux approches méthodologiques distinctes dans une lecture collective de la spécificité des sources écrites transmettant une oralité politisée. L'objectif est de dégager des grilles d'analyse conjointes, des problématisations transversales et de nourrir une réflexion commune sur les apports et les limites d'une histoire du monde communal fondée sur ces documents.

Argumentaire

Depuis les années 1990, la concomitance de composantes culturelles écrites et orales au sein de la société médiévale a été au cœur de nombreuses réflexions historiques et philologiques (H. Keller, P. Zumthor), pour partie influencées par une lecture anthropologique (J. Goody). La coexistence d'une transmission orale de l'information et d'une communication (ou d'un enregistrement) par l'écrit est pensée comme structurante de la vie sociale, politique et culturelle de l'Occident médiéval. Dans le cadre italien, l'interaction de ces deux types de langage a été particulièrement bien étudiée à travers, d'une part, une approche littéraire et linguistique d'un corpus regroupant des œuvres de composition, narratives comme poétiques (M. Oldoni, A. Fassò) et, d'autre part, une étude contextualisée des sources de la prédication (I. Lazzarini, R. M. Dessì). À l'inverse, la bivalence orale et écrite d'une parole d'administration ou d'une parole d'opinion a été peu prise en considération. Lorenzo Tanzini en a proposé une première approche, transpériode et centrée sur les échanges marchands, à travers le cas sarde (*Oralità, scrittura, potere*, Viella, Roma, 2020).

La rareté de cette thématique au sein de l'abondante historiographie consacrée à l'Italie communale apparaît, au premier abord, particulièrement surprenante. L'étude de cet espace institutionnel a, en effet, pleinement bénéficié du *linguistic turn*, par lequel une place toute particulière a été accordée à l'analyse des modalités de langage (idéelles, lexicales ou encore normatives) utilisées par les productions documentaires des communes (A. Petrucci, P. Cammarosano). Parallèlement, les historiens ont pointé la place centrale accordée à l'orateur politique au sein d'une idéologie communale faisant de la délibération en assemblée la clé de son identité institutionnelle (L. Tanzini). Pourtant, malgré l'intérêt porté tant à la "révolution documentaire" des communes italiennes (J.-C. Maire Vigueur) qu'à la valorisation – parfois considérée "anthropologique" (E. Artifoni) – de l'éloquence qui s'y déploie, peu d'études traitent des spécificités à la fois techniques, idéologiques, légales ou linguistiques de la transcription de la parole politique dans ce contexte institutionnel (D. Lett). Comment et pourquoi l'écrit rend-il l'oral ? Comment l'écrit peut-il *signifier* l'oral ? Les marqueurs d'oralité dépendent-ils de la destination des textes ?

Par les **modalités de la transcription des paroles politiques**, ce projet entend interroger les catégories et les modes d'analyse à disposition de l'historien pour étudier tant les propos rapportés que les motivations de l'enregistrement, tout comme les biais d'une lecture moderne. Il invite à examiner les pratiques langagières de l'écrit et de l'oral dans leurs dimensions anthropologique, interactionniste et cognitive, en contextualisant les expressions décrites. Il s'agit donc de proposer, à partir d'un champ encore peu investi par l'historiographie, une approche méthodologique pertinente pour éclairer à la fois l'histoire culturelle, l'histoire sociale et l'histoire politique des communes italiennes. Dans ce but, le projet entend réunir des chercheurs et des chercheuses relevant de **disciplines complémentaires (histoire, philologie, sciences du langage)** autour d'études thématiques. Cet

échange permettra de faire interagir les **valeurs symboliques et pragmatiques attribuées à la transcription de l'oralité politique, ses usages**, de même que la **matérialité des documents qui en résultent**.

Axes thématiques

Par « oralité politique », on entend les paroles participant de la gestion institutionnelle des communes (édilité, relations diplomatiques, contrôle judiciaire, etc.) ou transmettant une opinion ou une information sur cette dernière. L'étude se concentre sur les transpositions dans l'écrit d'une oralité performée, telle qu'elle peut être lue dans les sources de la pratique et dans les récits historiques. Les normes encadrant cette prise de parole (statuts communaux et didactique de la rhétorique) sont exclues. Les domaines et perspectives suivants structureront la réflexion :

- les **techniques de la transcription** (abordées à travers la diglossie, la sémiologie de l'écrit, la place du scripteur et la valeur probatoire accordée à l'enregistrement);
- la **différenciation médiévale** de ces techniques - et, à travers elles, la différenciation des pratiques langagières - en fonction des **catégories auxquelles sont associés les acteurs de la performance oratoire** (homme/femme, parole individuelle/parole de groupe, voix de la Commune/voix du *contado*).

Modalités de soumission

Les propositions de communication, sous forme d'un résumé de **250 à 300 mots** accompagné d'un bref CV, doivent être envoyées par courriel **avant le 17 décembre 2021** à ces deux adresses : chloe.tardivel@univ-cotedazur.fr et carolemabboux@yahoo.fr

La journée d'étude se tiendra à l'École française de Rome le jeudi 28 avril 2022.

Les langues de la journée d'étude seront le français et l'italien. La durée prévue des communications est de 20 minutes. Celles-ci donneront lieu à une publication, sous forme de dossier thématique proposé à une revue spécialisée.

Comité de sélection

- Chloé Tardivel (Université Côte d'Azur)
- Carole Mabboux (CIHAM)

Cette journée d'étude est organisée par l'École française de Rome, avec le soutien des laboratoires ICT (EA 337) et CIHAM (UMR 5648).

Trascrivere l'oralità politica nell'Italia comunale (XII-inizio XV secolo)

Abstract

Il prendere la parola in assemblea caratterizza la vita politica e istituzionale dell'Italia comunale. Tuttavia, a causa della scarsità dei discorsi conservati, i lavori dedicati alla trascrizione dell'oralità politica e alla diversità delle sue espressioni (al di là dell'assemblea) sono ancora rari. Questa giornata di studio, che si terrà a Roma il 28 aprile 2022, è stata pensata come un *workshop* volto alla condivisione di lavori compiuti o in corso su questo tema. Scopo della giornata sarà coinvolgere ricercatori con diversi approcci metodologici in una lettura collettiva della specificità delle fonti scritte che trasmettono un'oralità politicizzata. L'obiettivo è quello di identificare griglie analitiche e questioni trasversali in grado di alimentare una riflessione comune sui contributi ma anche sui limiti di una storia del mondo comunale basata su questi documenti.

Argomento

Dagli anni '90, la concomitanza di componenti culturali scritte e orali all'interno della società medievale è al centro di numerose riflessioni storiche e filologiche (H. Keller, P. Zumthor), in parte influenzate da una lettura antropologica (J. Goody). La coesistenza di una trasmissione orale dell'informazione e di una comunicazione (o registrazione) per iscritto è ritenuta un elemento strutturale della vita sociale, politica e culturale dell'Occidente medievale. Nel contesto italiano, l'interazione tra questi due tipi di linguaggio è stata particolarmente studiata, da un lato, attraverso un approccio letterario e linguistico a un corpus di opere sia narrative che poetiche (M. Oldoni, A. Fassò) e, dall'altro, mediante uno studio contestualizzato delle fonti della predicazione (I. Lazzarini, R. M. Dessì). Al contrario, la bivalenza orale e scritta dei discorsi amministrativi e di quelli che trasmettono un'opinione è stata poco presa in considerazione. Lorenzo Tanzini ha proposto un primo approccio, trans-periodico e centrato sugli scambi mercantili, esaminando il caso sardo (*Oralità, scrittura, potere*, Viella, Roma, 2020).

La scarsa attenzione riservata a questo tema all'interno dell'ampia storiografia dedicata all'Italia comunale appare, a prima vista, particolarmente sorprendente. Lo studio di questo spazio istituzionale ha, infatti, beneficiato pienamente del *linguistic turn*, il quale ha rivolto particolare attenzione all'analisi delle modalità linguistiche (ideative, lessicali o anche normative) utilizzate nelle produzioni documentarie dei comuni (A. Petrucci, P. Cammarosano). Allo stesso tempo, gli storici hanno sottolineato il ruolo centrale rivestito dall'oratore politico all'interno di un'ideologia comunitaria che fa della deliberazione in assemblea la chiave della sua identità istituzionale (L. Tanzini). Tuttavia, nonostante l'interesse per la "rivoluzione documentaria" dei comuni italiani (J.-C. Maire Vigueur) e la valorizzazione – talvolta considerata "antropologica" (E. Artifoni) – dell'eloquenza che vi si svolge, pochi studi si occupano delle specificità tecniche, ideologiche, giuridiche o linguistiche della trascrizione del discorso politico in questo contesto istituzionale (D. Lett). Come e perché la parola scritta rende la parola parlata? Come può la parola scritta *significare* l'orale? I marcatori dell'oralità dipendono dalla destinazione dei testi?

Attraverso i metodi di trascrizione delle parole politiche, questo progetto mira a interrogare le categorie e i modi di analisi a disposizione dello storico per studiare sia le parole trascritte che le motivazioni della registrazione, così come i pregiudizi di una lettura moderna. L'invito è quello di esaminare le pratiche linguistiche scritte e orali nella loro dimensione antropologica, interazionista e cognitiva, contestualizzando le espressioni descritte. A partire da un campo non ancora pienamente esplorato dalla storiografia, la proposta sta in un approccio metodologico in grado di far luce sulla storia culturale, sociale e politica dei comuni italiani. A tal fine, il progetto intende riunire ricercatori di discipline complementari (storia, filologia, scienze linguistiche) intorno a studi tematici. Questo scambio permetterà di far interagire i valori simbolici e pragmatici attribuiti alla trascrizione dell'oralità politica, i suoi usi, così come la materialità dei documenti che ne risultano.

Assi tematici

L'"oralità politica" si riferisce ai discorsi che fanno parte della gestione istituzionale dei comuni (magistrature, relazioni diplomatiche, controllo giudiziario, ecc.) o che trasmettono un'opinione o un'informazione su questi ultimi. Lo studio si concentra sulle trasposizioni di un'oralità esibita nella scrittura, come si può leggere nelle fonti della pratica e nei resoconti storici. Le norme che inquadrano questo parlare (statuti comunali e didattica della retorica) sono escluse. La riflessione sarà strutturata secondo le seguenti aree e prospettive:

- le tecniche di trascrizione (affrontate attraverso la diglossia, la semiologia della scrittura, il posto dello scriba e il valore probatorio concesso alla registrazione);
- la differenziazione medievale di queste tecniche - e, attraverso di esse, la differenziazione delle pratiche linguistiche - secondo le categorie a cui sono associati gli attori della performance oratoria (uomo/donna, discorso individuale/parlato di gruppo, voce del Comune/voce del contado).

Modalità di presentazione delle proposte

Si prega di inviare un abstract in francese o in italiano (circa 250-300 parole) e un breve CV entro il **17 dicembre 2021** ai seguenti indirizzi email: chloe.tardivel@univ-cotedazur.fr et carolemabboux@yahoo.fr

La giornata di studio si terrà all'École française de Rome giovedì 28 aprile 2022. La durata prevista per ogni intervento (in italiano o in francese) è di 20 minuti. Le presentazioni saranno pubblicate sotto forma di *dossier* tematico in una rivista specializzata.

La giornata di studio è organizzata dall'École française de Rome, con il sostegno finanziario dei laboratori ICT (Università di Parigi : EA 337) e CIHAM (CNRS, Université Lyon 2, EHESS, ENS de Lyon, Avignon Université, Université Lyon 3 : UMR 5648).